

1867 ou la victoire des loyalistes

Éric Bédard

Number 129, Spring 2017

Dans les coulisses de la Confédération

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85502ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bédard, É. (2017). 1867 ou la victoire des loyalistes. *Cap-aux-Diamants*, (129), 12–15.

1867 OU LA VICTOIRE DES LOYALISTES

par **Éric Bédard**

Il m'arrive de penser que le Canada de 1867 n'existe plus que sur papier. Le gouverneur général, les lieutenants-gouverneurs, la symbolique monarchique sont des vestiges d'une autre époque. Même l'idée fédérale ne soulève plus les passions d'antan, sauf lors de colloques savants un peu confidentiels, tenus dans une indifférence quasi générale.

S'il en est ainsi, c'est que nous vivons dans le Canada de 1982, celui du libéralisme « diversitaire », du multiculturalisme d'État et du gouvernement des juges. Le Canada n'est plus cet Empire britannique d'Amérique mais l'incarnation d'un corps politique « post-national », constellation de minorités qui luttent pour leur reconnaissance. Loin de s'en désoler, les trudeauistes considèrent ce Canada comme une sorte de phare du monde civilisé, un modèle d'ouverture, une avant-garde du progrès. Oser mettre en cause son régime? Un « crime contre l'histoire de l'humanité », déclarait Pierre Elliott Trudeau en février 1977 devant le Congrès des États-Unis.

Il faut se rendre à l'évidence, nous sommes à des années lumières de « l'esprit » de 1867. Les chercheurs qui se sont penchés récemment sur les événements ayant mené à l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique sont formels : le projet des Pères de la Confédération était éminemment conservateur, voire réactionnaire. La « peur-de-l'autre », cette faille morale impardonnable pour



Antoine-Aimé Dorion (1818-1891). (Law Society of Upper Canada).

notre époque, serait même à l'origine d'une structure fédérale élaborée sans enthousiasme.

Comme l'a bien montré Marc Chevrier en 2000, dans son article sur la genèse de l'idée fédérale, c'est en effet la peur qui aurait inspiré les Pères de la Confédération de 1867 : peur de la majorité britannique chez les Canadiens français, de la tyrannie catholique et d'une invasion américaine chez les Canadiens anglais. Une peur partagée par des loyalistes plus habiles et pragmatiques que les miliciens fanatiques qui avaient écrasé les patriotes en 1837 ou que les orangistes exaltés qui avaient incendié le parlement de

Montréal en 1849. Mais comme leurs devanciers, ces loyalistes souhaitaient fonder un Dominion qui permettrait de rassurer les investisseurs de la City (Londres) et d'implanter en Amérique du Nord des institutions politiques qui garantiraient la « paix, l'ordre et le bon gouvernement », tels que définis dans les cercles britanniques les plus fidèles à l'Empire.

SATISFAIRE LES INVESTISSEURS DE LA CITY

On a souvent répété que le soutien des Britanniques au projet canadien était la conséquence d'un inexorable désengagement face à l'Empire. La levée des *Corn Laws* en 1846 et l'adhésion du gouvernement de Robert Peel au libre-échange, les coûts exorbitants de la guerre de Crimée (1853 à 1856) aux côtés de la France, la montée des « Little Englanders », ces industriels attachés à un libéralisme économique plus classique, qui assimilaient l'Empire à une aventure romantique trop coûteuse, n'expliquaient-ils pas, en partie, le soutien britannique à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique? Il semble que non.

C'est du moins ce que montre l'excellent livre d'Andrew Smith publié en 2008 qui met en évidence le rôle crucial joué par la British North American Association (BNAA), un lobby fondé en 1862, formé de députés britanniques, de personnalités canadiennes de premier plan et d'influents financiers de



Cette gravure montre la bataille d'Eccles Mills opposant les fenians et le 50^e bataillon des Volontaires. (https://en.wikipedia.org/wiki/Fenian_raids).

la City, tels Thomas Baring et George Carr Glyn, lesquels suivaient de très près ce qui se passait au Canada. C'est que sur le plan économique, les liens entre ces colonies britanniques et la Grande-Bretagne étaient davantage financiers que commerciaux. Comme le montre Ged Martin, à peine 3 % des exportations britanniques étaient destinées aux colonies britanniques d'Amérique du Nord. En revanche, les capitaux investis par les banquiers et les financiers de la City dans la canalisation du Saint-Laurent et les projets d'infrastructures ferroviaires étaient énormes. Entre 1850 et 1859, le gouvernement du Canada aurait emprunté près de 100 millions de dollars. En 1866, 31 % des dépenses du budget du Canada était consacré au service de la dette – dette que l'on devait pour l'essentiel aux financiers britanniques. Ces mêmes financiers étaient également détenteurs d'obligations de nombreuses villes. Pour ces financiers, le lien impérial était primordial puisqu'il constituait une sorte de garantie que, tôt ou tard, ces prêts seraient honorés. Ces investissements étaient beaucoup plus sûrs que ceux consentis aux États américains dont certains, durant la crise éco-

nomique des années 1840, avaient carrément annulé leurs dettes et refusé d'honorer leurs obligations auprès des banques britanniques.

Si des membres importants de la City prennent part à la fondation de la BNAA en 1862, c'est parce qu'il y avait de la nervosité dans l'air. Les investissements dans la compagnie du Grand Tronc avaient été particulièrement importants durant les années 1850, à cause notamment de la construction du pont Victoria inauguré en 1859. Or les retours sur investissements se faisaient attendre. On comptait énormément sur la construction d'une ligne de chemin de fer Québec-Halifax pour rentabiliser ce pont et permettre aux Canadiens de l'intérieur du continent d'avoir accès à la mer douze mois par année. Secrétaire d'État aux Colonies de 1859 à 1864, Henry Pelham-Clinton, 5^e duc de Newcastle, soutenait la construction de cette ligne « Intercoloniale », laquelle ouvrirait l'Empire britannique à l'ouest du continent américain, en plus de contenir l'expansion des États-Unis.

Le problème, c'est que plusieurs politiciens canadiens, adversaires des conservateurs, rechignaient à endetter plus lourdement la colonie. Ils dénon-

çaient également les conflits d'intérêts évidents entre le ministère conservateur et la compagnie du Grand Tronc, le cas de George-Étienne Cartier étant le plus patent.

En mai 1862, un nouveau ministère prenait le pouvoir dans la province du Canada. Ouvertement hostile aux visées du Grand Tronc et aux intérêts des financiers de la City, John Sandfield Macdonald et Louis-Victor Sicotte mettent sur pied une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur l'administration précédente. Leur ministre des Finances, un certain Luther Holton, s'emploie à équilibrer le budget de la colonie et prend la décision d'augmenter les péages des canaux pour accroître les revenus. Son objectif, selon l'historien Peter Baskerville, était de libérer la colonie de l'emprise des financiers de la City et ainsi de « décoloniser » le Canada.



Louis-Victor Sicotte (1812-1889), avocat, juge et homme politique. (https://en.wikipedia.org/wiki/Louis-Victor_Sicotte).

FIDÉLITÉ À L'EMPIRE

Heureusement pour les membres de la BNAA, le ministère sera remplacé en juin 1864 par une « grande coalition », laquelle comprend les conser-

vateurs et une frange des réformistes du Canada-Ouest dirigé par George Brown, l'influent directeur du *Globe*. Tout porte à croire que le ralliement inattendu de ce dernier ait été direc-



Henry Pelham Clinton, 5^e duc de Newcastle (1811-1864). Il fut secrétaire d'État aux colonies d'Angleterre de 1859 à 1864. Peinture de Frederik Richard Say. (National Portrait Gallery).

tement lié à sa hantise des papistes, en train selon lui d'ourdir un vaste complot pour dominer le monde, bien davantage qu'au souci d'autonomie locale. Selon Paul Romney, ce souci est bien plus sincère chez son disciple Oliver Mowat qui présidera, aux côtés d'Honoré Mercier, la première conférence interprovinciale de l'histoire canadienne en 1887.

Une fois ce ministère bien en selle, les événements vont se précipiter comme si on sentait l'urgence. Les intentions sont claires, elles sont dans l'air depuis les années 1830 : unir toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord. Le souci des Canadiens français de contrôler leur système scolaire et celui des réformistes d'obtenir un mode de représentation qui tient compte de la croissance démographique du Haut-Canada (le fameux *Rep by pop*) imposent la solution fédérale. Mais la fédération dessinée lors de la Conférence de Québec d'octobre 1864 est

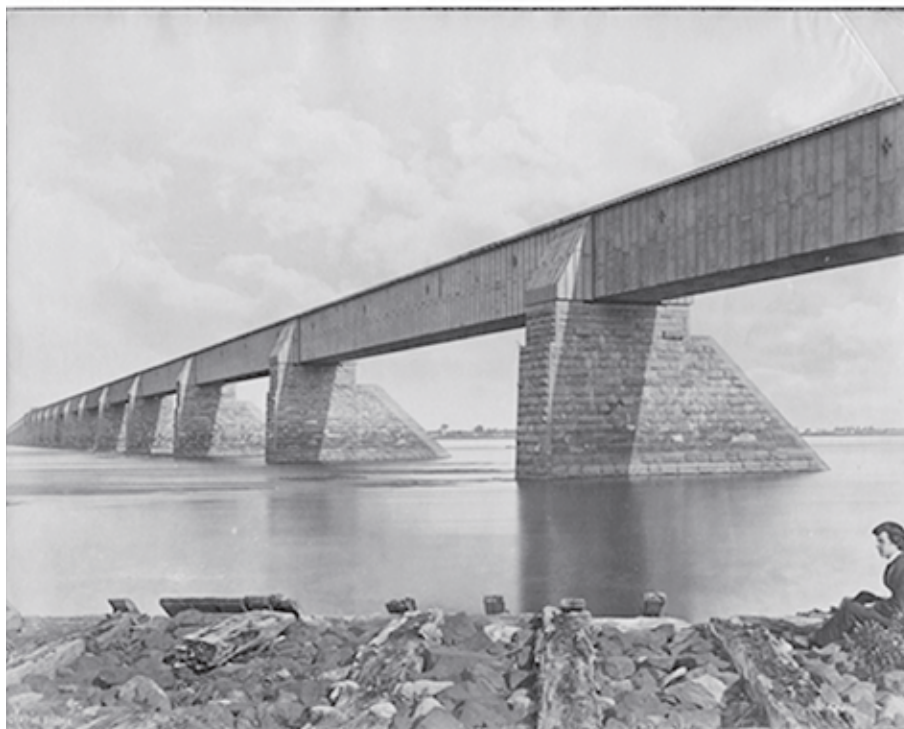
extrêmement centralisée.

Il faut dire que les conférences de Charlottetown et de Québec se tiennent alors que les États-Unis sont déchirés par une terrible guerre civile. La menace d'une invasion des armées nordistes est fondée selon l'étude de John Boyko, *Blood and Daring. How Canada Fought the American Civil War and Forged a Nation*, parue en 2013, et elle est présente dans bien des esprits. L'État central du nouveau Dominion, promettaient John A. Macdonald et George-Étienne Cartier, aurait enfin les moyens de se doter d'une véritable armée, laquelle serait capable de défendre ses frontières et de repousser les attaques des fenians, ces Irlandais révolutionnaires qui semaient l'effroi. En 1862, les conservateurs avaient d'ailleurs tenté en vain de faire adopter une ambitieuse Loi sur la milice qui aurait obligé le gouvernement du Canada à lever de nouvelles taxes.

La guerre civile américaine inspira les débats sur la Confédération pour d'autres raisons, du moins au Parlement du Canada. C'est qu'aux yeux

de plusieurs, si les Américains sont en guerre les uns contre les autres, c'est en bonne partie parce que leur fédération était trop décentralisée, parce que les législatures locales manquaient de grandeur, d'élévation, parce qu'elles étaient souvent un nid d'intrigues et qu'elles avaient perdu de vue la nécessaire unité. Pour les partisans des résolutions de Québec, c'est au centre que devait loger la souveraineté de l'État, certainement pas dans les « provinces ». « Admettre comme base de la constitution générale la souveraineté de l'État et le droit de délégation, expliquait le député conservateur Joseph-Édouard Cauchon en 1865, c'est proclamer, du même coup, le droit de séparation; c'est placer nécessairement, dans le système, un germe de dissolution qui devra, tôt ou tard, produire de fatales conséquences ».

L'image de désordre et de désolation qu'offraient les États-Unis allait bien servir la thèse d'un fédéralisme centralisé. Le nouvel État central pourrait désavouer les lois des légis-



Pont Victoria sur le Saint-Laurent à Montréal. Photographie : Alexander Henderson, 1878. (Bibliothèque et Archives Canada).



George Carr Glyn (1797-1873), homme d'affaires, banquier et membre du Parlement britannique. (<http://heritagearchives.rbs.com/people/list/george-carr-glyn.html>).

latures locales. Responsable de la « paix, de l'ordre et du bon gouvernement », l'État central, fort d'un pouvoir résiduaire, accaparerait toutes les nouvelles responsabilités qui surgiraient au fil du temps. Au sein de ce nouvel État, c'est l'exécutif qui procéderait aux nominations les plus importantes, au Sénat et dans la magistrature. Même les lieutenant-gouverneurs des provinces seraient nommés par l'exécutif de l'État central, ce qui faisait du Dominion canadien une fédération encore plus centralisée que la fédération néo-zélandaise fondée en 1852 où les représentants du monarque britannique étaient désignés par les législatures locales, selon les recherches récentes de Rachel Gagnon. Indigné par ce niveau de centralisation, le chef libéral Antoine-Amé Dorion déclarait, le 16 février 1865 : « Nous nous trouvons avec la Constitution la plus conservatrice qui ait jamais été implantée dans aucun pays régi par un gouvernement constitutionnel ». Il n'avait pas complètement tort. Monarchie constitutionnelle, fédération centralisée, le nouveau Dominion allait être fidèle à l'Empire. Selon

ce qu'on pouvait lire dans le préambule de la loi adoptée par les parlementaires britanniques, sa vocation serait de « développer la prospérité des provinces » et de « favoriser les intérêts de l'Empire britannique », non plus, comme on pouvait le lire dans la première et la troisième résolution adoptées à Québec en 1864, de sceller une union dont les « conditions [seraient] équitables pour les diverses provinces », ni de « servir les plus chers intérêts des habitants ». Ce sont là des idées délaissées, telles que les ont qualifiées Robert C. Vipond, Jacqueline D. Krikorian et David R. Cameron dans leur communication présentée en 2014 lors du colloque sur la Conférence de Québec de 1864. En plus de bien servir les investisseurs de la City, cette « fondation contre-révolutionnaire », pour reprendre les mots de Marc Chevrier, allait offrir un contre-modèle aux idéaux républicains du Nouveau Monde et implanter en Amérique du Nord un État resté fidèle à la vieille Europe. N'en déplaise à Justin Trudeau et à Mélanie Joly, le Canada de 1867 n'annonçait d'aucune façon celui de 1982.

Éric Bédard est historien, professeur à la TÉLUQ, l'école supérieure de formation à distance de l'Université du Québec, et auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Réformistes. Une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle* (Boréal, 2009). En 2017, il fera paraître chez Boréal *Survivance. Histoire et mémoire du 19^e siècle canadien-français*.

Pour en savoir plus :

Marc Chevrier, « La genèse de l'idée fédérale chez les pères fondateurs américains et canadiens » dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain. Fondements, institutions et traditions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2000, p. 26.

Andrew Smith, *British Businessmen and Canadian Confederation. Constitution-Making in an Era of Anglo-Globalization*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008.

Ged Martin, *Britain and the Origins of Canadian Confederation, 1837-67*, Vancouver, UBC Press, 1995, p. 12.

Andrew Smith, *British Businessmen and Canadian Confederation*, op. cit., p. 30.

Ralph C. Nelson, Ronald H. Wagenberg, E. Donald Briggs, Walter C. Soderlung, « Canadian Confederation as a Case Study in Community Formation » dans Ged Martin (ed.), *The Causes of Canadian Confederation*, Fredericton, Acadiensis Press, 1990, p. 58.

Ged Martin, *Britain and the Origins of Canadian Confederation*, op. cit., p. 110-111.

Peter Baskerville, « Imperial Agendas and "Disloyal" Collaborators: Decolonization and the John Sandfield Macdonald Ministries, 1862-1864 » dans David Keane et Colin Read (ed.), *Old Ontario: essays in Honour of J.M.S. Careless*, Toronto, Dundurn, 1990, p. 234-256. Paul Romney, « The Nature and Scope of Provincial Autonomy: Oliver Mowat, the Quebec Resolutions and the Construction of the *British North America Act* », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. XXV, n° 1, mars 1992, p. 3-28.

John Boyko, *Blood and Daring. How Canada Fought the American Civil War and Forged a Nation*, Toronto, Alfred A. Knopf Canada, 2013, p. 61-105.

Joseph-Édouard Cauchon, *L'union des provinces de l'Amérique britannique du Nord*, Québec, A. Côté et Cie, 1865, p. 53.

Rachel Chagnon, « Les Pères de la Confédération et l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 » dans Eugénie Brouillet et al. (dir.), *La Conférence de Québec de 1864*, op. cit., p. 40.

Débats sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique britannique du nord, 3^e session, 8^e Parlement provincial du Canada, Québec, Hunter, Rose et Lemieux, Imprimeurs parlementaires, 1865, p. 259.

Voir là-dessus, Robert C. Vipond, Jacqueline D. Krikorian et David R. Cameron, « Les Résolutions de Québec et les idées délaissées » Eugénie Brouillet et al. (dir.), *La Conférence de Québec de 1864*, op. cit., p. 291-308.

Marc Chevrier, op. cit., p. 27.